

Conférence de Jean-Michel SERVET, économiste-sociologue-anthropologue

« Pauvreté, inégalités : qui et où est le nouveau Robin des Bois ? »

Plérin, avril 2009

Note d'audition : FUTUROUEST

Au niveau planétaire, la pauvreté est produite par un système de besoins, ces derniers étant :

- de plus en plus monétarisé (achat vs autoproduction ou troc)
- socialement relatif et pas seulement économique : le vécu du besoin et des inégalités est variable
- soumis à une pression marchande et publicitaire : « on ne peut pas avoir besoin de quelque chose qu'on ne connaît pas ».

La crise provient d'un grand renversement à l'œuvre avec le néo-libéralisme de la fin des années 70 et surtout des années 80 :

- la hiérarchisation des revenus est croissante ;
- l'emploi décent est décroissant, ce qui a des conséquences sociales (délinquance, soulèvement, sécurisation...);
- le PIB mondial croit en moyenne mais les inégalités internes à chaque pays croissent encore plus vite.

Pour les néolibéraux, l'homme est homo economicus : l'intérêt général n'existe pas, la notion de groupes sociaux et de lutte sociale sont des fictions.

L'origine de la crise tient en un mot : la spéculation de la sphère financière « autonome » par la création d'une multitude de produits financiers dérivés.

De la couverture mutualisée des risques, ceux-ci sont devenus des facteurs de risques et d'inflation des prix sans aucun lien avec la loi de l'offre et de la demande, en se développant sur l'alimentation (révoltes de la faim), les énergies, l'immobilier (subprimes)...

En 2006, JM Servet a cherché à publier un article auprès des journaux suisses, lorsqu'il s'est rendu compte d'après les données de la Banque des Règlements Internationaux (B.R.I) que les marchés financiers avaient représenté **8 fois le P.I.B mondial** (!). Dans un premier temps, sa vision a paru « pessimiste ».

Les subprimes étaient destinées à couvrir les risques de crédit à des ménages pauvres aux risques d'insolvabilité élevés par manque de revenus. Qui plus est, moins vous êtes en mesure de rembourser avec certitude, plus les taux d'intérêts pratiqués sont usuriers (cf. crédit à la consommation, micro-crédit des PVD...)

Depuis 25 ans, on assiste en fait à une crise de l'accumulation de richesse et de répartition entre les revenus du capital et les revenus du travail, avec une croissance forte des inégalités...à l'origine des dysfonctionnements divers des sociétés.

Pour reconstruire un système efficace et stable, il faudrait redonner des capacités de vivre, d'autofinancer ses investissements pour pouvoir rembourser ses emprunts, par une augmentation des revenus du travail. JM Servet doute de la volonté politique mondiale d'aller dans ce sens.

Une sortie de crise est techniquement possible par l'inflation (remboursement allégé des prêts pour les emprunteurs, annulation de la dette, fin des situations de rente des prêteurs). Mais l'inflation a d'autres conséquences comme un creusement des inégalités.

Le G20 considère que la priorité est de « faire redémarrer le crédit ». Oui, mais pas n'importe quel crédit !